

cilier les Etats-Unis ; et elle a rejeté presque tout entière sur nos épaules la tâche herculéenne d'établir sur ses bases la Confédération.

Le secours qu'elle nous a donné est bien loin d'être celui auquel nous devions nous attendre. Sauf de nous prêter sa garantie pour un emprunt ou deux, elle n'a fait pour nous aucun sacrifice et n'a songé qu'à diminuer l'étendue de sa responsabilité à notre égard. Nous n'avons obtenu librement l'adhésion que d'une seule province. Il nous a fallu doter la Nouvelle-Ecosse, acheter le Nord-Ouest ; les offres que nous avons faites à Terre-Neuve sont magnifiques, et l'île du Prince-Edouard se dit sans prix. La Colombie nous coûtera cependant plus cher que toutes nos autres conquêtes ; et avant même d'avoir terminé le chemin de fer Intercolonial, il nous faudra commencer le chemin de fer du Pacifique. Or, l'Intercolonial et le Pacifique sont, avant tout, des chemins de fer politiques. C'est la Confédération qui en fait une nécessité. Sans la Confédération, on n'aurait pas songé à les construire, et l'annexion les rendrait à peu près inutiles. C'est de l'argent placé à fonds perdus, comme l'argent consacré à l'achat du Nord-Ouest et des autres provinces. Il reste, pour achever de nous accabler, des fortifications à construire et une milice à organiser. Ainsi, la nouvelle Confédération, aussitôt terminée, aura à porter une dette énorme, contractée uniquement pour faire face aux frais d'installation, dont pas un denier n'aura été dépensé utilement, dont pas un denier ne rapportera bénéfice.

Non contente de nous laisser accomplir seuls une œuvre qui devrait être la sienne autant que la nôtre, l'Angleterre n'a pas même la patience d'attendre